

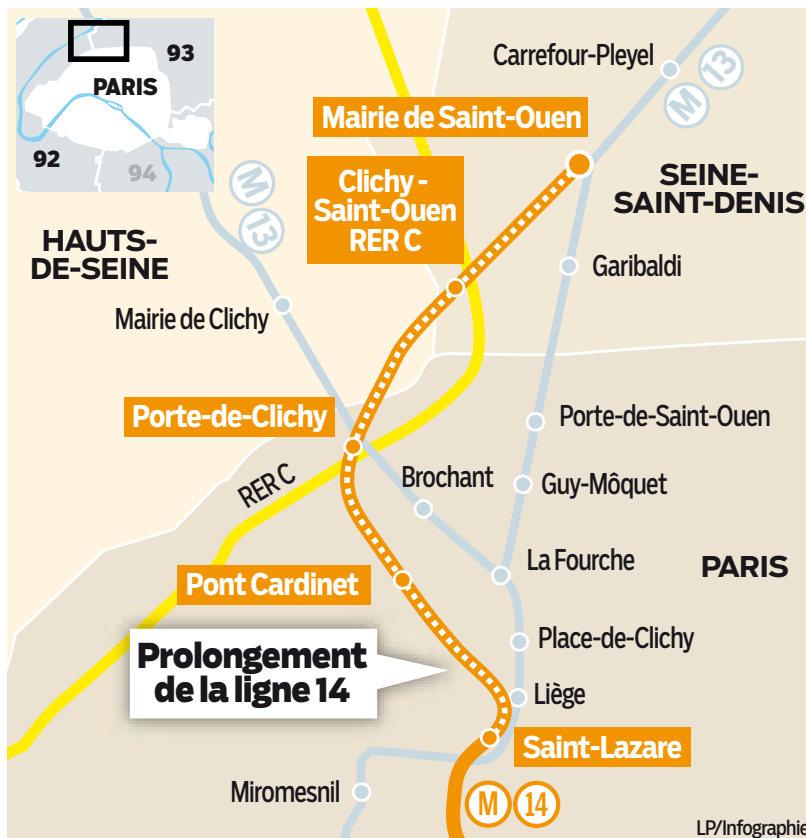
■ L'INFO DU JOUR

Le prolongement de la ligne 14 pourrait prendre du retard

VERRA-T-ON BIEN la ligne 14 du métro arriver, en 2017, à Mairie-de-Saint-Ouen ? Lundi, Manuel Valls a confirmé le calendrier de déploiement du supermétro et des prolongements prévus sur le réseau actuel, en particulier celui de la ligne 14 de Saint-Lazare à Mairie-de-Saint-Ouen, attendu pour dans trois ans. Le coup d'envoi des travaux de ce projet de 1,37 Md€ a été donné en grande pompe par les élus en juin dernier. Ce tronçon de 5,8 km comptant quatre nouvelles stations (Pont-Cardinet et Porte-de-Clichy à Paris, Clichy-Saint-Ouen RER C et Mairie de Saint-Ouen) doit permettre de désengorger d'environ 25 % la ligne 13, saturée avec ses 610 000 voyageurs par jour.

La construction des stations s'avère très complexe

Pourtant, quatre jours après les annonces du Premier ministre, des doutes se font jour sur les possibilités de tenir ces délais. La RATP a ainsi refusé de confirmer la date de 2017, lors d'une conférence de presse organisée hier par Plaine Commune. L'agglomération, qui regroupe neuf communes de Sei-



ne-Saint-Denis dont Saint-Ouen, milite pour une accélération des travaux au-delà même de Mairie-de-Saint-Ouen, jusqu'à Saint-Denis-Pleyel. Certes, les travaux de génie civil ont commencé sur les quatre stations et les emprises publiques du tunnelier sont en train d'être installées. Mais la liste des contraintes est longue. « Le problème n'est pas tant le creusement des tunnels, avance Patrick Maugirard, responsable du développement de la RATP dans le 93. Pour le prolongement de la ligne 12, nous avons pu avancer de 280 m par mois. Mais c'est la réalisation des stations qui prend du temps. » Les équipes techniques de la RATP ont fait remonter leurs observations à Pierre Mongin, leur PDG.

Pour anticiper un éventuel retard, Patrick Braouezec, président (FdG) de Plaine Commune, souhaite que le prolongement de la 14 jusqu'à Saint-Denis-Pleyel, prévu pour 2023, soit avancé. « Pourquoi attendre six ans pour faire 600 m de plus ? », a-t-il lancé. Il a envoyé une lettre en ce sens au Premier ministre, signée par une trentaine de chefs d'entreprise du territoire.

JEAN-GABRIEL BONTINCK